Jacques Rouillard

professeur titulaire au département d'histoire et responsable
du programme en études québécoises de l'Université de Montréal.

(2008)

“Le 400^e de Québec à la lumière de... 1908.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jacques ROUILLARD

"Le 400e de Québec à la lumière de... 1908".

Un article publié sous le titre "Du 300e au 400e. La présence de la monarchie britannique en 1908, lors du tricentenaire de Québec, n'avait causé aucun problème, au contraire", in **La Presse**, Montréal, 29 septembre 2007, p. 6 plus [avec soustraction de texte] ; "Le 400e de Québec à la lumière de... 1908", in **Le Soleil**, 29 septembre 2007 [au complet].

M Rouillard, historien, professeur au département d'histoire de l'Université de Montréal, nous a accordé le 3 octobre 2008 son autorisation de diffuser électroniquement cet article dans *Les Classiques des sciences sociales*.

Courriel : jacques.rouillard@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 19 mai 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Jacques Rouillard
professeur titulaire au département d’histoire et responsable
du programme en études québécoises de l’Université de Montréal.

“Le 400e de Québec à la lumière de... 1908”.

Un article publié sous le titre “Du 300e au 400e. La présence de la monarchie britannique en 1908, lors du tricentenaire de Québec, n’avait causé aucun problème, au contraire”, in **La Presse**, Montréal, 29 septembre 2007, p. 6 plus [avec soustraction de texte] ; “Le 400e de Québec à la lumière de... 1908”, in **Le Soleil**, 29 septembre 2007 [au complet].

La commémoration l’an prochain du 400^e anniversaire de la fondation de Québec a donné lieu à un chassé-croisé sur la signification que le comité organisateur devrait donner à la célébration. Pour les uns, la fête doit signifier la naissance de la nation québécoise ou de la francophonie québécoise alors que pour les autres elle doit comporter une dimension pancanadienne. Le site web du gouvernement du Canada fait valoir que « Fêter Québec, c’est aussi fêter le Canada et les citoyens de toutes origines ! ». Et pourquoi pas alors y inviter sa Majesté Élisabeth II, toujours reine du Canada, en y ajoutant une touche de multiculturalisme. Ou encore mettre en évidence, comme le suggérait dernièrement le commissaire aux langues officielles du Canada, le rôle des francophones de l’extérieur du Québec et des anglophones du Québec dans l’histoire du Canada et du Québec. Après tout, le Québec fait toujours partie du Canada et le gouvernement fédéral contribue financièrement et substantiellement à la fête.

Une commémoration historique ne signifie pas uniquement de rappeler des événements importants du passé, elle est aussi l’occasion de s’arrêter sur leur signification et de transmettre un message. Elle devient alors un ingrédient essentiel à la construction et à l’interprétation d’une mémoire collective. Le rappel de la fondation de Québec touche de nos jours une corde sensible car il évoque la naissance d’une identité collective. Sera-t-elle finalement l’évocation de la naissance de la nation québécoise ou canadienne ?

Il est intéressant et instructif de rappeler la signification donnée à la célébration de la fondation de Québec en 1908 alors que la ville célébrait son tricentenaire. Les thèmes retenus pour la fête et les discours prononcés à cette occasion sont révélateurs de la conception que la classe politique se faisait alors de l'identité québécoise et des valeurs qu'elle privilégiait. Le nationalisme québécois avait alors une orientation qui tranche avec celui qu'on veut mettre de l'avant à l'occasion du 400^e anniversaire.

L'historien H. V. Nelles qui a rédigé un excellent volume sur le tricentenaire estime que le faste de cette célébration n'a pas eu d'égal au Canada avant les fêtes entourant le centenaire de la Confédération en 1967. Parmi les manifestations, soulignons l'escadre de plusieurs navires de guerre aligné sur le fleuve, la marche de plus de 15 000 miliciens et matelots défilant dans les rues de Québec et le pageant historique rassemblant plus de 4000 participants en costume d'époque illustrant l'histoire du Québec et du Canada. Outre le vice-président des États-Unis, l'invité d'honneur était le prince de Galles, futur George V, que la population accueillit chaleureusement.

Autre temps, autre aspiration, c'est la Société Saint-Jean Baptiste de Québec qui avait convaincu les gouvernements d'une célébration grandiose qui devait revêtir un caractère plus large que celui d'évoquer uniquement l'histoire de Québec ou du Canada français. Elle plaidait pour insérer la fête dans un contexte plus large faisant de Québec, le «berceau» du Canada dans son entier, question de bien montrer au Canada anglais que les francophones étaient à l'origine du Canada.

C'était un objectif important à l'époque car les Canadiens anglais considéraient que le Canada était une colonie britannique, donc anglophone, et que le bilinguisme ne devait pas dépasser les frontières du Québec. Les francophones avaient frais à la mémoire l'abolition des écoles catholiques et françaises dans l'Ouest canadien. À la suite d'Henri Bourassa, les élites francophones propageaient l'idée de l'égalité culturelle des francophones et anglophones partout au Canada, une notion qui ne faisait pas partie de l'esprit et de la lettre de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867. C'était l'époque où les Canadiens français s'identifiaient fortement à tout le Canada et s'efforçaient de persuader les Canadiens anglais de la dualité culturelle et identitaire du pays. Les fêtes du tricentenaire à cause de leur envergure servaient cet objectif pédagogique.

La commémoration de 1907 est également révélatrice de la perception que les Canadiens français se faisaient alors de la monarchie et des institutions britanniques. Dans son adresse de bienvenue au prince de Galles, le maire de Québec, Georges Garneau, se faisait l'interprète des Canadiens français, reconnaissant envers la France, « toujours aimée », et l'Angleterre « qui leur a laissés libres de grandir en gardant leur foi, leur langue et leurs institutions, et qui les a dotés d'un régime constitutionnel fondé sur la plus grande somme de libertés, et qui est, sans contredit, le plus beau et le plus parfait du monde ». Et le ministre Adélard Turgeon représentant le gouvernement du Québec de renchérir dans la même veine, disant la loyauté et le profond attachement des Canadiens français pour la Grande-Bretagne qui a manifesté la plus grande libéralité envers eux.

En fait, ces politiciens reflètent le sentiment largement dominant à l'époque où on tient en haute estime la monarchie et les institutions britanniques parce qu'elles ont permis l'acquisition du système démocratique de gouvernement, une certaine autonomie politique pour le Québec et la sauvegarde et le développement du Canada français. Cette vision optimiste se retrouve bien ramassée dans la formule choc d'Hector Fabre, reprise par le premier ministre Sir Wilfrid Laurier, voulant que la France ait donné au Canada français « le premier des biens, l'existence », mais que « c'est à l'Angleterre que nous devons le second, la liberté ». Cet attachement à la France et à l'Angleterre a inspiré deux symboles importants d'identité : la devise du Québec et l'ornementation de l'Hôtel du Parlement de Québec où les symboles britanniques occupent une place primordiale. Dans la même veine, d'énormes foules acclament au Québec le roi George VI en visite au Canada en 1939. Cet enthousiasme est rapporté dans la dernière biographie de Pierre Bourgeault alors que, âgé de cinq ans, il agissait, comme sa famille et tout East Angus, l'Union Jack au passage du train spécial transportant le couple royal.

Tout va changer au début des années 1960 avec une nouvelle lecture, pessimiste, de l'histoire du Canada français marquée par l'idée d'infériorité économique et politique des Canadiens français et l'influence du mouvement de décolonisation du Tiers Monde. Le Québec devient une nation colonisée et la monarchie britannique tout comme l'appartenance au Canada sont interprétées comme la source du « retard » des Canadiens français. La seule solution devient évidemment l'indépendance politique du Québec. De là, l'opposition des militants du Rassemblement pour l'indépendance nationale (Bourgeault en tête) à la visite de la Reine

à Québec en 1964. La police qui craint du grabuge fait déplacer la souveraine sous une haie serrée de policiers dont certains n'hésitent pas à utiliser la matraque. La foule n'est pas au rendez vous et la visite est restée dans la mémoire comme le samedi de la matraque. Depuis lors, la souveraine n'a à peu près jamais mis les pieds au Québec et il est fort probable que ni le comité organisateur des Fêtes du 400^e anniversaire de la ville de Québec, ni le gouvernement canadien, n'oseront pas expédier une invitation qui risque de ternir l'ensemble des festivités.

L'interprétation du passé est sujette à évolution compte tenu des valeurs retenues et de l'influence exercée par le présent. La commémoration d'un même événement à des moments différents peut revêtir une signification bien distincte. Il en est ainsi de la perception de la monarchie et des institutions britanniques au Canada français. Du milieu du XIX^e siècle jusqu'à la Deuxième Guerre, elles sont célébrées comme la source des libertés démocratiques, ayant permis l'épanouissement du Canada français. En revanche, depuis les années 1960, la monarchie est devenue pour plusieurs le symbole de l'aliénation des Franco-Québécois.

Cette perception fait partie du cadre d'interprétation historique encore dominant et mis en place par les artisans de la Révolution tranquille qui ne voit l'histoire du Canada français qu'à travers l'action des élites religieuses et l'interprète comme une « grande noirceur ». On ignore l'importance de la classe politique et de la bourgeoisie d'affaires francophone dans notre histoire, animées d'une vision libérale de la société qui est loin d'être à la remorque du pouvoir clérical (sauf l'Union nationale). Son admiration des institutions politiques britanniques s'accompagne d'une foi profonde dans le système démocratique et elle voit positivement le progrès économique par l'industrialisation. Sa pensée est diffusée notamment par les quotidiens à grand tirage dont *La Presse* et *Le Soleil* et les hebdomadaires régionaux. C'est l'autre facette trop occultée de l'histoire du Québec. La volonté de rupture avec le passé depuis la Révolution tranquille a fait perdre la mémoire de notre héritage britannique et de tout un pan de notre histoire ouvert à la modernité.

Fin du texte